-Emetteur de la créance REGION NOUVELLE-AQUITAINE

CS 81383

14 RUE FRANCOIS DE SOURDIS

33077 BORDEAUX CEDEX Téléphone: 05 49 38 49 38

Horaires d'ouverture : DU LUNDI AU VENDREDI DE

9H00 A 18H00

Mél·

Comptable en charge du recouvrement

Centre des Finances publiques

PAIERIE REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE

ANNEXE DRFIP 3EME ETAGE 24 RUE FRANCOIS DE SOURDIS

BP 908

33060 BORDEAUX CEDEX Téléphone: 05 56 90 76 77

Horaires d'ouverture : DU LUN AU VEN - 8H30/12H30-

13H00/16H00

Mél: T033080@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

Madame, Monsieur,



Ampliation de titre de recette

Centre des Finances publiques PAIERIE REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE ANNEXE DRFIP 3EME ETAGE 24 RUE FRANCOIS DE SOURDIS **BP 908** 33060 BORDEAUX CEDEX

ARP AQUITAINE RENOVATION PEINTURE 117 RUE NICOLAS APPERT 33260 LA TEST DE BUCH

En application des articles L.252 A du livre des procédures fiscales et L.1617-5, D. 1617-23, R. 2342-4, R. 3342-8-1 et R. 4341-4 du code général des collectivités territoriales, j'ai émis et rendu exécutoire un titre de recette pour recouvrer la créance dont les caractéristiques sont les suivantes :

Références à rappeler

Budget	Exercice	N° bordereau	N° titre
05300	2024	1902	7628

Date d'émission du titre de recette : 20/12/2024

PAYER EN LIGNE PAR CARTE BANCAIRE OU PRELEVEMENT SUR PAYFIP:

www.payfip.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Identifiant structure publique: 18049

Référence: 2024-7628-1

Objet	Prix unitaire	Qté 1	Qté 2	Montant total HT	TVA	Montant TTC	
RECUP AVANCE RESILIATION SUR MDT 38190/2020 M2020P001T01838-19/12/2024	64668,88	1 UNITE		64668,88	0,00	64668,88	
TOTAL CENERAL							

À compter du présent avis, vous disposez d'un délai de :

- trente jours pour payer cette somme au comptable public selon les modalités détaillées ci-dessous ;
- deux mois pour éventuellement contester ce titre de recette, selon les modalités détaillées au verso.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Marion DELERIS RESPONSABLE UNITE RESSOURCES DETTE TRESORERIE

Feuillet 1 sur 1

Pour payer par smartphone, flasher ce code



règlement, voir

au verso.

ARP AQUITAINE RENOVATION PEINTURE 117 RUÈ NICOLAS APPERT Application: HELIOS 33260 LA TEST DE BUCH

Avis des sommes à payer

SOMME A PAYER EN EUROS: 64668,88

Références Poste: 033080

Titre de recette: 05300-2024-7628

 N° Emetteur : 850033 REGION NOUVELLE-AQUITAINE

TALON DE PAIEMENT

CENTRE D'ENCAISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES 35908 RENNES CEDEX 9

Pour utiliser les NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER autres modes de

000000053241

850033000159 04100000076280000010330805910806 6466888

Autres moyens de paiement

PAR VIREMENT BANCAIRE

Vers le compte bancaire du comptable public : BIC : BDFEFRPPCCT

IBAN: FR543000100215C332000000014

Indiquez, en zone objet / libellé les références suivantes : 05300-2024-7628

PAR CARTE BANCAIRE

Munissez-vous de votre avis, au guichet du :

CENTRE FINANCES PUBLIQUES PAIERIE REGIONALE NOUVELLE-AOUITAINE

Tèl : 05 56 90 76 77 Horaires d'ouverture :

DU LUN AU VEN - 8H30/12H30-13H00/16H00

PAR CHEQUE BANCAIRE

En Euro à l'ordre du Trésor public, et tiré exclusivement sur une banque française. Joignez le talon de paiement non signé et non agrafé, sans aucun autre document. Le tout est à envoyer à l'adresse mentionnée sur le talon de paiement.

En numéraire (dans la limite de 300€) ou carte bancaire, avec cet avis auprès d'un buraliste ou partenaire agréé(liste consultable sur le site https://www.impots.gouv.fr/portail/paiement-deproximite)

PAR PRELEVEMENT - Si vous souhaitez que vos dettes futures soient prélevées automatiquement sur votre compte bancaire, et si la collectivité offre cette possibilité, la démarche est la suivante : Pour tout renseignement complémentaire sur la créance dont le paiement vous est réclamé, vous devez contacter le service émetteur de la créance indiqué au recto du présent avis..

Comment contester ou vous renseigner sur votre dette envers l'organisme public :

> Pour tout renseignement complémentaire sur la créance dont le paiement vous est réclamé, vous devez contacter le service émetteur de la créance indiqué au recto du présent avis :

Pour contester le bien-fondé de cette créance, vous devez déposer un recours devant le tribunal administratif ou le tribunal judiciaire compétent selon la nature de la créance dans un délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire, ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite (cf. 20 de l'article L.1617-5 du code général des collectivités territoriales.

Toute somme non acquittée dès la réception du présent avis fera l'objet de poursuites engagées par le comptable public indiqué au recto (seul celui-ci peut accorder un délai de paiement dans des cas exceptionnels dûment justifiés par vous).

En cas de contestation, contacter le service dont les coordonnées figurent au recto.

Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, vous pouvez:

- Si votre contestation porte sur le bien-fondé de la créance saisir les juridictions administratives ou judiciaires dans les conditions fixées à l'article L.1617-5 1° du code général des collectivités territoriales:«l'action (...) pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite»
- Si votre contestation porte sur la régularité d'un acte de poursuite:
 - Saisir au préalable l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites dans les deux mois de la notification de l'acte conformément aux dispositions des articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales (LPF) avant saisine des juridictions. La contestation portant sur l'exigibilité de la somme réclamée doit être soulevée sous peine d'irrecevabilité dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de l'invoquer (article R.*281-3-1 du LPF);
 - Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, saisir les juridictions compétentes dans un délai de deux mois dans les conditions fixées aux articles L.1617-5 2°du code général des collectivités territoriales,L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales.
- Ou vous adresser au Médiateur des ministères économiques et financiers par Internet:

https://www.economie.gouv.fr/mediateur/demande-mediation/formulaire ou par courrier postal (BP 60153 14010 CAEN Cedex 1). La médiation ne suspend ni les délais de recours juridictionnels ni les effets du présent acte.